

**Titre :** Un(e) consultant(e) international(e) principal(e) et un (e) consultant (e) national(e) technique en vue d'appuyer l'élaboration de la politique enseignante du Niger

**Unité organisationnelle :** l'Institut International de l'UNESCO pour le Renforcement des Capacités en Afrique (UNESCO IICBA)

**Emplacement principal :** à domicile, avec des missions à Niamey/Niger

**Durée du contrat :** 30 jours pour le/la consultant/e principal/e et de 90 jours pour le/la consultant/e national

**Date limite (minuit, heure de l'Éthiopie):** 18 juillet 2018

**Applications à envoyer à:** [info.iicba@unesco.org](mailto:info.iicba@unesco.org)

## I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

« D'ici à 2030, accroître considérablement le nombre d'enseignants qualifiés... » telle est la cible 4.c de l'objectif de développement durable 4 (ODD4). Au Niger, le manque d'enseignants en quantité et en qualité suffisantes est une réalité reconnue par tous. Celle-ci a eu un impact négatif sur les résultats et les performances du secteur de l'éducation dans son ensemble. Ainsi, le gouvernement a mis l'accent sur la formation des enseignants et a entrepris une évaluation des enseignants. Il a également pris d'autres mesures dans l'espoir d'accroître le nombre d'enseignants qualifiés. Malgré une initiative de mettre en œuvre un document de politique de formation initiale et continue des enseignants, la valeur du document est réduite aux problématiques de formation et limite les actions sur la question enseignante dans sa globalité. Ces efforts s'avèrent insuffisants dans la mesure où différentes études comme celle du PASEC 2016 et l'analyse de l'évaluation des enseignants en 2017 montrent qu'il faudra aller au-delà des aspects liés à la formation.

Il importe aussi d'explorer les effets liés à d'autres dimensions : la gestion, le déploiement des enseignants (l'allocation des enseignants) et notamment des enseignants contractuels qui représentent plus de 75% du corps enseignant dans le pays, le mécanisme d'évaluation des enseignants, le rôle des syndicats d'enseignants, la professionnalisation du métier, la formation continue et le développement professionnel. Il faut aussi prendre en considération d'autres questions liées à la gouvernance scolaire et à la reddition. La mise en relation de tous ces facteurs est nécessaire pour agir sur la question enseignante dans sa globalité et fournir des enseignants de qualité, motivés, en nombre suffisant et répartis de façon équitable entre les différentes écoles du pays.

L'Institut International de l'UNESCO pour le Renforcement des Capacités en Afrique (IICBA) consacre ses activités et son expertise sur la question enseignante en Afrique, en matière de formulation de politique et de développement professionnel des enseignants. IICBA propose d'accompagner le Niger dans la réforme du sous-secteur des enseignants en déployant une assistance technique de type renforcement des capacités dans le cadre du programme CapED au Niger mis en place par l'UNESCO et ses partenaires et conformément aux orientations du Programme Sectoriel de l'Education et la Formation (PSEF). Cette assistance sera déployée dans le sens d'examiner le contexte et d'en tirer les analyses nécessaires pour aller vers une politique nationale pour les enseignants. L'objectif est d'aider le pays à analyser les problèmes concernant les enseignants d'une manière globale afin de définir une politique enseignante susceptible d'aider à l'atteinte de l'ODD4 à travers la cible 4.c.

Plus précisément, l'accompagnement de l'IICBA comportera : (i) une étude diagnostique qui sera réalisée pour faire le point sur la situation des enseignants et comprendre le contexte social, économique et politique dans lequel ils exercent leur profession ; et (ii) une formulation de politique qui sera initiée à partir des recommandations basées sur les faits et données recueillis lors de l'étude diagnostique.

Pour assurer le leadership et l'appropriation au niveau national, une équipe nationale sera mise en place pour cette étude et tout au long du processus, de l'étude diagnostique à la formulation de la politique.

Les membres de l'équipe seront sélectionnés parmi les ministères en charge de l'éducation, ainsi que les parties prenantes et les partenaires du sous-secteur des enseignants.

## **II. OBJECTIFS DE L'ETUDE**

### **2.1. Objectif général**

L'objectif général de l'étude est l'élaboration de la politique enseignante du Niger.

### **2.2. Objectifs spécifiques**

- Assistance à la mise en place d'une équipe nationale
- Animer un atelier d'induction sur la problématique de l'élaboration de la politique enseignante (méthodologie de l'exercice) et ses enjeux
- Faciliter l'identification des priorités nationales à aborder pendant les 10 prochaines années parmi les grands constats de l'étude RESEN dans son chapitre enseignant
- Mener une enquête complémentaire sur les problèmes concernant les enseignants et les gestionnaires
- Superviser la préparation des supports techniques sur les thèmes des priorités identifiées
- Animer la validation des supports thématiques et consolider les supports validés
- Faciliter l'analyse des incidences politiques et financières des dimensions de la future politique enseignante en tenant compte du contexte national
- Faciliter la rédaction de la politique enseignante et animer l'atelier de sa validation
- Faciliter la préparation d'un cadre d'implantation et de suivi de la politique enseignante validée (indicateurs, partage des responsabilités)

## **III. RESULTATS ATTENDUS**

La politique enseignante élaborée et adoptée ainsi que son cadre d'implantation et de suivi conformes à l'Agenda Education 2030, aux priorités nationales sur l'ODD4 et au CESA.

## **IV. METHODOLOGIE**

Cette consultation se basera sur une lecture approfondie de l'étude diagnostique complétant le RESEN, du guide UNESCO IICBA pour l'élaboration de la politique enseignante, l'analyse des différents documents relatifs à la question enseignante, des entretiens avec les autorités nationales, les principaux acteurs concernés par la question enseignante y compris les syndicats, les enseignants, les comités de gestion des écoles, les confessions religieuses et les PTF.

A cet effet, les consultant/es s'attacheront à :

- Animer un atelier d'induction sur la problématique de l'élaboration de la politique enseignante et

ses enjeux

- Faciliter l'identification des priorités nationales à aborder pendant les 10 prochaines années parmi les grands constats de l'étude actualisée
- Superviser la préparation des supports techniques sur les thèmes des priorités identifiées
- Animer la validation des supports thématiques et consolider les supports validés
- Faciliter l'analyse des incidences politiques et financières des dimensions de la politique enseignante en tenant compte du contexte national
- Faciliter la rédaction de la politique enseignante et animer l'atelier de sa validation
- Faciliter la préparation d'un cadre d'implantation et de suivi de la politique enseignante validée indicateurs, partage des responsabilités

#### V. Profil du (de la) consultant (e)

Les consultant/es devront :

- Disposer d'un diplôme de doctorat en Sciences de l'Éducation, Sciences Sociales ou branches assimilées pour le consultant principal
- Disposer d'un diplôme de Master en Sciences de l'Éducation, Sciences sociales ou branches assimilées pour le consultant national
- Justifier d'une expérience de 10 ans ou plus dans le domaine de l'éducation, spécialement en matière d'étude diagnostique et élaboration des politiques enseignantes
- Avoir une bonne connaissance du système éducatif nigérien pour le consultant national
- Avoir une bonne connaissance des stratégies sectorielles en éducation et des problématiques liées à la question enseignante, principalement dans les pays africains
- Avoir une bonne capacité d'analyse, de synthèse et d'écriture en français
- Maîtriser la rédaction des politiques enseignantes conformément aux guides UNESCO
- Avoir une connaissance de l'ingénierie de la formation

#### VI. LIEU/PÉRIODE/DURÉE/CALENDRIER DES ACTIVITÉS

La durée prévue pour cette consultation est respectivement de **30** jours de travail effectif pour le/la consultant/e principal/e et de **90** jours pour le/la consultant/e national, sur la période allant **du 27 août 2018 au 31 décembre 2018**. Le calendrier global devra être rigoureusement suivi afin d'en respecter les échéances.

Cette durée tient compte de l'animation de l'atelier d'induction, de l'identification des priorités, de la préparation des supports techniques sur les thèmes des priorités identifiées, de la consolidation des documents validés, de l'analyse des incidences politiques et financières et de la préparation du cadre d'implantation et de suivi de la politique. Les consultant/es internationaux/les, en concertation avec le commanditaire doit proposer un calendrier qui respecte la période retenue pour sa réalisation.

Le/la consultant/e international/e principal/e doit être disponible pour effectuer 3 missions (au début, à mi-parcours et à la fin de la consultance) à Niamey/Niger à des périodes à déterminer tandis que le/la consultant/e national devra être disponible tout au long et pour effectuer des missions d'appui dans le territoire national à des périodes à déterminer.

## VII. LIVRABLES

- Rapport de l'atelier d'induction
- Rapport sur l'identification des priorités
- Supports techniques consolidés sur les thèmes des priorités identifiées
- Rapport sur l'analyse des incidences politiques, sociales et financières des dimensions de la politique
- Cadre d'implantation et de suivi de la politique
- Document de politique enseignante validé

En outre les consultant/es devront soumettre trois (3) imprimés du rapport final et une (1) version électronique en français.

Le rapport devrait contenir tous les éléments indiqués dans les présents Termes de Référence (TdR) avec un sommaire exécutif de pas plus de deux (2) pages.

## VIII. CONTACTS

Pour postuler, veuillez manifester votre intérêt en envoyant votre offre technique et offre financière et votre CV en français par email: [info.iicba@unesco.org](mailto:info.iicba@unesco.org). Les dossiers de candidature devront parvenir à l'UNESCO IICBA au plus tard le **18 juillet 2018 à minuit (heure de l'Éthiopie)**. Veuillez préciser la ligne d'objet "**Consultant(e) international(e) principal(e) / consultant (e) national(e) technique pour le Niger**".